

Tendances conjoncturelles

3^e trimestre 2013

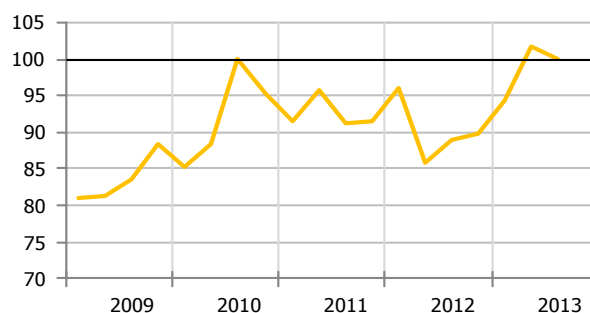
LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN POLYNÉSIE FRANÇAISE

Stabilité du climat des affaires

Après le net rebond observé à fin juin, l'indicateur du climat des affaires (ICA) se replie très légèrement au troisième trimestre 2013 (-1,6 point) pour s'établir au niveau de sa moyenne de longue période.

Les chefs d'entreprise estiment que l'activité et les effectifs sont en baisse sur le trimestre. En revanche, les délais de paiement s'améliorent et les anticipations sur l'emploi pour le trimestre à venir se redressent.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

Dans ce contexte, sans orientation franche, le regain d'optimisme affiché par les entrepreneurs au trimestre précédent s'estompe : les importations de biens d'équipement sont en net repli et les intentions d'investir à un an se révèlent à nouveau défavorables, sans toutefois atteindre les niveaux très bas de ces dernières années. La consommation des ménages marque également le pas et la détérioration du marché du travail se poursuit.

Sur le plan sectoriel, le bilan est mitigé : l'activité ralentit dans les services et le commerce, mais est mieux orientée dans le tourisme, qui affiche de bons résultats malgré une baisse de la fréquentation.

Pour la fin de l'année 2013, les chefs d'entreprise anticipent dans l'ensemble une stabilisation de leur activité. Les tensions de trésorerie devraient s'atténuer et les prévisions relatives à l'évolution des effectifs sont mieux orientées.

LA CROISSANCE DE LA ZONE ASIE-PACIFIQUE RALENTIT, MALGRÉ LE DYNAMISME DE L'ÉCONOMIE CHINOISE

L'économie chinoise reste dynamique au troisième trimestre. La croissance du PIB en rythme annuel s'établit ainsi à 7,8 %, après 7,5 % au deuxième trimestre et 7,7 % au premier. Ce résultat, amplifié par la mise en œuvre d'un programme de relance limité, a été alimenté principalement par l'augmentation des investissements et, dans une moindre mesure, par un regain de consommation.

La croissance du PIB japonais décélère au troisième trimestre (+0,5 %, après +0,9 % au trimestre précédent), sous l'effet du creusement du déficit commercial et de l'affaiblissement de la consommation. Lors de sa dernière réunion de politique monétaire, le 21 novembre 2013, la Banque du Japon a décidé de laisser inchangée sa politique monétaire accommodante, en réaffirmant que l'activité économique du pays reprenait à un rythme modéré.

En Australie, l'indice des prix à la consommation progresse de 2,2 % sur un an à fin septembre 2013 (après +2,4 % à fin juin), portée principalement par la hausse des prix des carburants. Lors de sa réunion du 5 novembre, la banque centrale australienne (RBA) a décidé de laisser inchangé son taux directeur à 2,5 %, en raison de la modération de la croissance et d'une inflation encore élevée par rapport à une moyenne historique.

Après une période de modération, la hausse des prix accélère en Nouvelle-Zélande au troisième trimestre, pour atteindre +1,4 %, fin septembre. Cette évolution a été stimulée principalement par l'augmentation des prix des loyers. La banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 31 octobre, de maintenir son taux directeur inchangé, à 2,5 %.

Baisse des prix liée au transport aérien

Les prix à la consommation diminuent de 0,2 % au troisième trimestre 2013, après +0,3 % au trimestre précédent. La baisse des prix des transports (-2,2 %), notamment des tarifs aériens (-7,7 %) en fin de haute saison touristique, contribue au recul de l'indice. À l'inverse, les prix des boissons alcoolisées et tabac ainsi que ceux des services de restauration augmentent, respectivement de 3,3 % et 0,8 %.

Sur un an, le rythme de progression des prix est modéré (+1,3 %). L'inflation est essentiellement liée à la hausse des prix des produits alimentaires (+3,3 %) et des transports (+1,4 %).

Un marché du travail toujours sous tension

L'indice de l'emploi salarié marchand diminue de 1,1 % (CVS), sous l'effet d'évolutions contrastées. L'emploi croît dans la construction (+1,5 %). En revanche, il est stable dans l'industrie (-0,1 %, CVS) et en repli dans le secteur de l'hôtellerie (-2,9 %), des services (-1,5 %) et du commerce (-0,9 %), où des liquidations judiciaires sont intervenues ce trimestre. En glissement annuel, l'indice diminue de 1,9 %.

À fin septembre, le nombre de demandeurs d'emploi enregistrés au SEFI dépasse les 12 100 personnes. En parallèle, les offres d'emploi collectées s'inscrivent en net repli sur le trimestre (-13,4 %) comme sur l'année (-22,7 %).

Reflète des difficultés persistantes du marché du travail, le taux de chômage mesuré par le recensement a presque doublé en cinq ans, passant selon l'ISPF de 11,7 % en 2007 à 21,8 % en 2012.

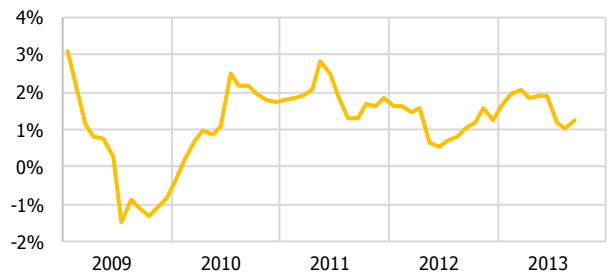
Une consommation des ménages en berne

Au troisième trimestre 2013, la consommation des ménages s'affaiblit, comme en témoigne l'évolution des importations de biens de consommation (-4,4 %, CVS), de biens d'équipement ménagers (-6,6 %, CVS) et de produits agroalimentaires (-2,2 %, CVS). Les immatriculations de véhicules de tourisme neufs se maintiennent en revanche sur le trimestre (+0,8 %, CVS).

Cette morosité est confirmée par les professionnels du secteur du commerce qui font état d'une dégradation de leur activité. Ils ne prévoient pas d'amélioration en fin d'année.

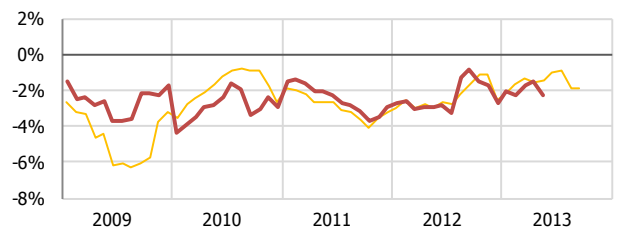
Dans ce contexte, l'encours des crédits à la consommation augmente légèrement (+0,3 %) sur le trimestre.

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



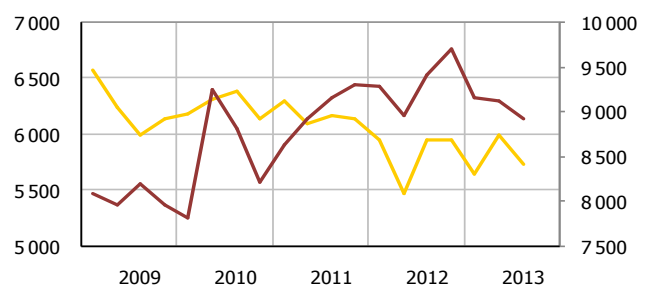
Source : ISPF

Évolution de l'emploi salarié
(en glissement annuel)



Sources : CPS, ISPF

Importations de biens destinés aux ménages
(données CVS, en millions de F CFP)



— Biens de consommation courante — Biens alimentaires (échelle de droite)

Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Des signaux contrastés pour l'investissement

Le manque de visibilité sur les perspectives économiques se répercute sur l'investissement, qui présente des signaux contrastés au troisième trimestre.

Les importations de biens d'équipement sont en net repli (-9,1 %, CVS), alors que celles de biens intermédiaires (+2 %, CVS) et les immatriculations de véhicules utilitaires (+6,2 %, CVS) se redressent.

L'encours des crédits d'investissement aux entreprises (+1,7 %) progresse sur le trimestre mais reste en retrait sur un an (-3,7 %).

Selon les résultats de l'enquête de conjoncture de l'IEOM, les intentions d'investir à un an des entrepreneurs se révèlent à nouveau défavorables sans toutefois atteindre les niveaux très bas de ces dernières années.

L'investissement immobilier des ménages reste en revanche bien orienté au troisième trimestre, avec une hausse de 11,6 % de la production de prêts (après +17,6 % au trimestre précédent) : l'encours bancaire des crédits à l'habitat affiche une hausse de 0,8 % sur trois mois et de 1,4 % sur un an.

Repli du commerce extérieur

Le repli des exportations s'amplifie au troisième trimestre (-11,8 %, CVS). En dépit des bons résultats de la vente aux enchères organisée au mois de juillet, les recettes de perles brutes (qui représentent 65 % de la valeur des exportations) stagnent (-0,1 %, CVS). En volume, seules les exportations de monoï progressent (+31,9 %, CVS), les autres produits locaux tournés vers l'export (poissons, vanille, etc.) s'inscrivant en retrait.

Signe de la faiblesse de l'activité et de la consommation des ménages, les importations fléchissent à nouveau (-1,8 %, CVS). Les importations de biens d'équipements, de consommation et de produits agroalimentaires contribuent à cette évolution.

Au total, le déficit du solde du commerce extérieur s'est légèrement réduit à 34,6 milliards de F CFP, après 34,9 milliards de F CFP.

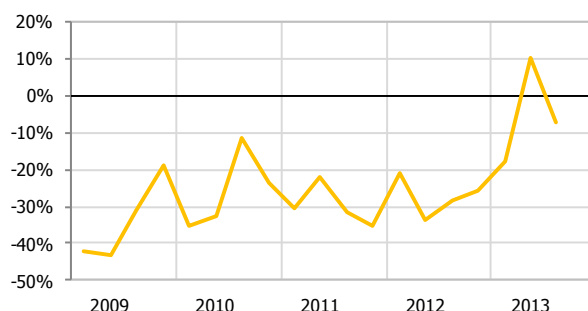
ACTIVITÉ MITIGÉE, SAUF DANS LE TOURISME

L'activité se tasse légèrement au troisième trimestre dans la plupart des secteurs et s'accompagne d'une réduction des effectifs. La trésorerie des entreprises se dégrade, en dépit d'une amélioration marquée des délais de paiement de la clientèle. Dans ce contexte économique peu favorable, seul le secteur du tourisme affiche de bons résultats, malgré une baisse de la fréquentation.

Les chefs d'entreprise du **secteur primaire** font état d'une légère amélioration de l'activité qui devrait se poursuivre à la fin de l'année 2013. Pour autant, la production et les exportations de produits locaux ressortent en baisse.

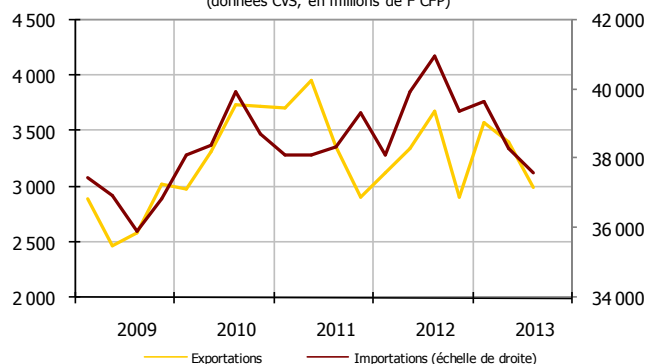
Dans l'**industrie**, l'activité se stabilise après s'être dégradée au deuxième trimestre. Les exportations de monoï se redressent après deux trimestres consécutifs de baisse. En revanche, la production d'huile de coprah est en retrait de 12 % (CVS). Les entrepreneurs anticipent un maintien de leur activité au quatrième trimestre.

Prévisions d'investissement à un an
(centrées sur leur moyenne de longue période)



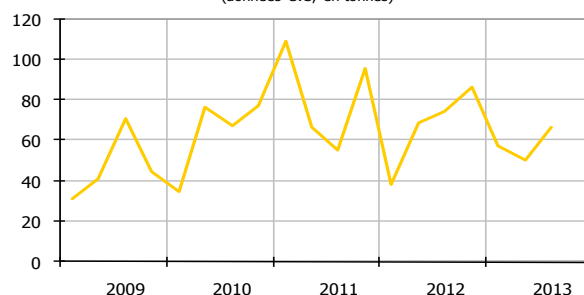
Source: Enquête de conjoncture de l'IEOM

Commerce extérieur
(données CVS, en millions de F CFP)



Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Exportations de monoï
(données CVS, en tonnes)



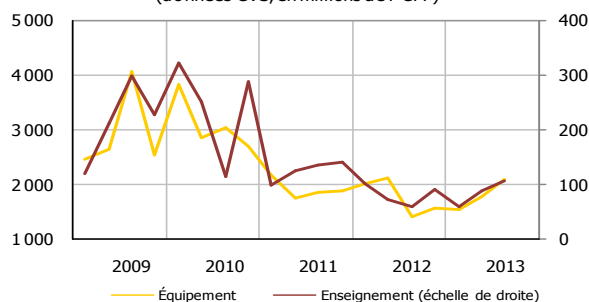
Sources : ISPF, Douanes, désaisonnalisée par l'IEOM

Le secteur du bâtiment et des travaux publics connaît toujours une sortie de crise difficile. Les dépenses liquidées par la Direction de l'équipement augmentent de 13,5 % (CVS) sur trois mois, mais restent à ce stade insuffisantes pour soulager la trésorerie des entreprises du secteur. Les importations de ciment sont en retrait sur le trimestre (-5,9 %, CVS) comme sur l'année (-37,3 %, CVS), et celles de bois transformés et de bitume se réduisent également. Les entrepreneurs prévoient un nouveau repli de leur activité en fin d'année.

Au troisième trimestre 2013, l'activité dans le **secteur touristique** présente une évolution favorable, en dépit d'une baisse de la fréquentation (-3,3 %, CVS) qui concerne la plupart des marchés émetteurs. Les hôteliers constatent une amélioration de leur trésorerie soutenue par une revalorisation de leurs prix de vente. Le coefficient d'occupation moyen progresse de 1,3 point à 69,7 %, et s'accompagne d'une hausse de 12 % du revenu moyen par chambre disponible.

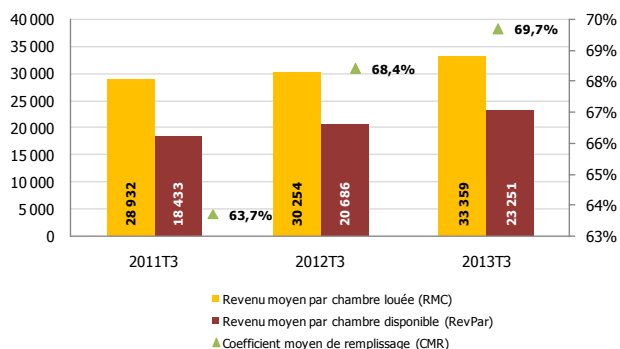
Contrairement aux anticipations formulées au trimestre précédent, les chefs d'entreprise du secteur des **services marchands** font état d'un ralentissement de leur activité au troisième trimestre 2013, et de la faiblesse de leurs carnets de commandes.

Dépenses liquidées
(données CVS, en millions de F CFP)



Sources : Directions de l'équipement et de l'enseignement, désaisonnalisées par l'IEOM

Indicateurs de gestion hôteliers



Source : ISPF

ÉCONOMIE MONDIALE : REPRISE LENTE ET DIVERGENCE DES DYNAMIQUES DE CROISSANCE

La croissance mondiale reste faible (+2,5 % au premier semestre 2013, selon les estimations du FMI d'octobre 2013), alors que l'économie est entrée dans une nouvelle période de transition. Elle se caractérise par une divergence des dynamiques de croissance qui accélère dans les pays avancés et ralentit dans les pays émergents. Les perspectives s'améliorent globalement à court terme : l'activité devrait ainsi accélérer légèrement, portée par les pays avancés, principalement les États-Unis. Pour l'ensemble de l'année 2013, le FMI prévoit une croissance de la production mondiale de 2,9 % (après +3,2 % en 2012).

Selon une première estimation, le produit intérieur brut (PIB) américain aurait cru à un rythme plus élevé que prévu au troisième trimestre, à +2,8 % en rythme annualisé (après +2,5 % au deuxième trimestre). L'accélération de la croissance s'explique principalement par l'évolution des stocks des entreprises qui contribuent pour 0,8 point à la progression du PIB américain. En revanche, le manque de dynamisme de la consommation et de l'investissement, véritables moteurs de la croissance, et l'impact de la fermeture des services administratifs en octobre (« shutdown »), conduisent les analystes à anticiper un ralentissement de l'économie au quatrième trimestre. En septembre, la hausse des prix à la consommation décélère à +1,2 % en glissement annuel.

La croissance de la zone euro ralentit au troisième trimestre (+0,1 % après +0,3 % au deuxième trimestre). Ce ralentissement est à l'œuvre dans plusieurs pays de la zone, notamment en Allemagne (+0,3 % après +0,7 % au deuxième trimestre 2013), où les exportations perdent de leur dynamisme. Parallèlement, la situation du marché du travail de la zone euro continue de se dégrader. Le taux de chômage s'inscrit en légère hausse par rapport au trimestre précédent, établissant un nouveau record à 12,2 %. Le Conseil des gouverneurs de la BCE lors de sa réunion du 7 novembre a décidé de baisser son principal taux directeur à 0,25 % contre 0,50 % auparavant. Cette décision est notamment motivée par le fait que l'inflation de la zone euro est tombée à 0,7 % en octobre, soit un niveau nettement inférieur à l'objectif de la BCE (qui est de maintenir l'inflation à des taux "inférieurs à, mais proches de 2%"), tandis que l'évolution du crédit demeure atone.

Le PIB de la France recule légèrement au troisième trimestre (-0,1 %) après un rebond au trimestre précédent (+0,5 %). La demande intérieure ralentit sous l'effet d'une nouvelle baisse de la FBCF (-0,6 %) et de la décélération de la consommation des ménages (+0,2 % après +0,4 %). Les exportations chutent (-1,5 % après +1,9 %), tandis que les importations continuent de progresser (+1,0 %), mais à un rythme plus faible qu'au trimestre précédent (+1,6 %). A fin septembre 2013, l'indice des prix à la consommation s'inscrit en hausse de 0,9 % sur un an.

Dans les pays émergents et en développement, les exportations, tirées par l'accélération de la croissance dans les pays avancés et une consommation dynamique, devraient soutenir l'activité. Cependant, la croissance est révisée à la baisse dans de nombreux pays ; les conditions de financement extérieur se sont durcies et il semble de plus en plus que des contraintes affectent l'offre.

Sources : FMI, BCE

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site www.ieom.fr, sous la rubrique « Publications ».

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : N. de SÈZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN – Editeur et imprimeur : IEOM
Achévé d'imprimer : Décembre 2013 – Dépôt légal : Décembre 2013 – ISSN 1968-6277